

Turquie : Pour les partisans du PKK, une pilule amère...

vendredi 7 mars 2025, par [KAYSERILIOĞLU Alp](#)

Le 27 février, Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – qui était engagé dans une lutte d'indépendance de quatre décennies contre l'État turc – a fait une annonce dramatique. Il a appelé à la dissolution de son organisation et au désarmement de tous les groupes luttant pour la libération kurde, abandonnant les revendications précédentes en faveur d'une solution fédérale, et préconisant plutôt la démocratisation dans le cadre des structures politiques existantes du pays. Deux jours plus tard, le PKK a déclaré un cessez-le-feu immédiat, abandonnant pratiquement son ambition d'autonomie. Les forces kurdes du Rojava ont accueilli favorablement l'intervention d'Öcalan, le Parti de l'union démocratique proposant de déposer les armes à condition de pouvoir continuer à exister en tant qu'organisation politique.

C'était l'aboutissement d'un processus de négociation entre les acteurs étatiques et les politiciens kurdes qui a débuté fin 2024, à l'initiative de l'allié d'Erdoğan, Devlet Bahçeli, président du Parti d'action nationaliste d'extrême droite. On ne sait pas clairement ce que les Kurdes peuvent gagner de cet accord, hormis qu'Öcalan pourrait être transféré de la prison à l'assignation à résidence. Alors que les négociations précédentes étaient présentées comme un « processus de paix », cette fois-ci elles se sont déroulées sous la bannière d'une « Turquie sans terreur », contournant le parlement ainsi que les médiateurs tiers. Erdoğan ne ressent manifestement pas le besoin de faire des concessions. Des rapports non vérifiés suggèrent qu'il pourrait mettre fin à la pratique répandue de remplacer les maires kurdes élus par des fonctionnaires nommés par l'AKP, tout en limitant l'agression contre le nord de la Syrie à dominance kurde et peut-être en libérant certains prisonniers. Mais rien de tout cela n'est particulièrement significatif, et jusqu'à présent le gouvernement n'a pris aucun engagement ferme. Il a beaucoup obtenu et n'a rien donné.

La déclaration d'Öcalan a reçu les éloges unanimes des intellectuels mainstream, des libéraux et de la presse pro-gouvernementale. À gauche, cependant, la réaction était plus équivoque. Avait-il trahi les Kurdes ? L'autodissolution du PKK pouvait-elle être comprise comme autre chose qu'une capitulation totale ? Quels facteurs ont motivé cette décision ? Pour arriver à une réponse, nous devons examiner les relations de pouvoir entre les acteurs clés et leurs calculs stratégiques possibles. Bien que le régime d'Erdoğan soit enlisé dans une crise hégémonique de plusieurs années, secoué par la volatilité financière et la mauvaise gestion politique, il a également connu un processus de consolidation autoritaire. L'État a été restructuré selon des lignes hyperprésidentielles, permettant la persécution massive des dissidents, qui ont été emprisonnés par milliers. Il a utilisé des outils clientélistes pour consolider son soutien parmi les petites et moyennes entreprises ainsi que leurs travailleurs, repoussant les défis électoraux de l'opposition. Et il a réaffirmé sa légitimité en s'attribuant le mérite du renversement d'Assad, présentant le victorieux Hay'at Tahrir al-Sham comme guère plus qu'un mandataire turc.

En même temps, le PKK a été contraint de battre en retraite. Ses alliés en Syrie font face à un avenir sombre sous un régime hostile, fortement orienté vers la Turquie. Le soutien américain n'est plus garanti avec Trump de retour à la Maison Blanche. En effet, Erdoğan menace déjà

le Rojava d'une invasion à grande échelle une fois qu'il sera retiré. Comme son horizon émancipateur a reculé, la population kurde est devenue de plus en plus désireuse d'assurer la paix, même si les conditions sont défavorables. Öcalan a donc peut-être calculé que s'il ne répondait pas positivement à l'offre de cessez-le-feu du gouvernement, aussi cynique et malhonnête soit-elle, il risquait d'aliéner des millions d'électeurs kurdes et de les ramener dans les bras de l'AKP. Après tout, le parti d'Erdoğan était devenu dominant dans les régions kurdes de Turquie au début des années 2000 avec ses promesses de démocratisation et de paix – un scénario que les dirigeants kurdes ne veulent pas voir se répéter.

Les forces kurdes semblent donc croire qu'avaler cette pilule amère est le seul moyen de préserver leur base sociale et d'éviter une fin violente à l'autonomie kurde dans le nord de la Syrie. Ce faisant, elles espèrent se placer dans une position plus forte lors de futures négociations, soit avec le gouvernement, soit avec le Parti républicain du peuple (CHP) de l'opposition. Pourtant, des questions demeurent sur la façon dont le démantèlement prospectif du PKK se déroulera. Öcalan a insisté sur le fait qu'il doit avoir lieu dans un cadre juridique et démocratique approprié. Mais l'État acceptera-t-il cela ? Le PKK se dissoudra-t-il officiellement tout en conservant des structures d'ombre non officielles en Irak et en Iran au cas où les pourparlers ultérieurs échoueraient ? L'exemple des FARC colombiennes – l'État donnant des garanties aux militants qui n'ont été que partiellement honorées, et le groupe poursuivant sa campagne armée – est encore frais dans les esprits de tous.

Pour Erdoğan, l'objectif final est clair : diviser l'opposition et prolonger sa présidence. En offrant la perspective de moins de répression au cours des mois et des années à venir, il espère convaincre les Kurdes de soutenir un amendement constitutionnel qui lui permettrait de se représenter, dans des conditions qui lui faciliteraient la victoire au premier tour. S'il réussit, il pourrait confirmer les soupçons de nombreux électeurs du CHP selon lesquels les Kurdes sont prêts à trahir l'avenir démocratique de la Turquie pour faire avancer leurs propres intérêts ethniques. Ce type de clivage rendrait considérablement plus difficile pour tout challenger présidentiel – très probablement l'actuel maire CHP d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu – de forger l'unité entre l'opposition turque et kurde.

Alors que les Kurdes essaient de tirer le meilleur parti d'un rapport de force profondément asymétrique, il est clair que les perspectives de paix durable sous Erdoğan et Bahçeli sont nulles. Seul un agenda de démocratisation qui ne fait aucune concession aux forces du nationalisme et de la réaction, et qui est ancré dans les luttes sociales qui transcendent les lignes ethniques, serait capable de changer l'équation. Les principaux partis d'opposition n'ont aucun appétit pour un tel mouvement. Jusqu'à ce qu'un tel mouvement émerge, il est probable que l'erdoganisme continuera à dicter les conditions de la paix.

Alp Kayserilioglu